



Distribution: générale	Point 8 de l'ordre du jour
Date: 13 mai 2019	WFP/EB.A/2019/8-A/5
Original: anglais	Questions opérationnelles – Plans stratégiques de pays
	Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Projet de pPlan stratégique de pays — Lesotho (2019-2024)

Durée	1 ^{er} juillet 2019–30 juin 2024
Coût total pour le PAM	110 748 948 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité femmes-hommes*	3

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>

Résumé

Le Gouvernement du Lesotho a affirmé sa détermination à atteindre l'Objectif de développement durable 2, mais un certain nombre de problèmes demeurent. Ceux-ci ont été mis en évidence lors de l'examen stratégique national Faim zéro: possibilités d'emploi limitées, notamment pour les femmes et les jeunes; mauvaise performance du secteur agricole; lourd fardeau de la malnutrition sous toutes ses formes; inégalités de genre; incidences du VIH/sida; et défaillances en matière de respect de l'obligation redditionnelle, coordination et cohérence, autant de facteurs conjugués à un environnement politique négatif qui sape le fonctionnement des institutions publiques. Le pays est également confronté à des risques d'origine climatique – précipitations erratiques, sécheresses, évolution des régimes climatiques et érosion du sol – qui ont de lourdes répercussions sur la sécurité alimentaire.

Le présent plan stratégique de pays fixe les orientations de l'intervention du PAM au Lesotho de 2019 à 2024, qui vise à aider le Gouvernement à atteindre l'objectif de développement durable 2.

Les effets directs stratégiques attendus sont les suivants:

1. Les personnes touchées par un choc au Lesotho sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels pendant les crises.

Coordonnateurs responsables:

Mme L. Castro
Directrice régionale
Afrique australe
courriel: lola.castro@wfp.org

Mme M. Njoroge
Directrice de pays
courriel: mary.njoroge@wfp.org

2. Les populations vulnérables du Lesotho bénéficient de systèmes de protection sociale renforcés qui garantissent l'accès à une nourriture suffisante, saine et nutritive toute l'année.
3. D'ici à 2024, l'état nutritionnel des populations vulnérables du Lesotho s'améliore à chaque stade de la vie, conformément aux objectifs nationaux.
4. D'ici à 2024, les communautés résidant dans les zones ciblées, en particulier les femmes et les jeunes, bénéficient de systèmes alimentaires résilients, efficaces et inclusifs.

Le PAM abandonnera la mise en œuvre directe des programmes pour privilégier le renforcement des capacités nationales et la prise en mains des activités par le pays, en vue de faciliter le transfert progressif de la responsabilité des programmes appuyés par le PAM aux pouvoirs publics. Au cours des cinq prochaines années, les programmes du PAM seront intégrés afin d'en élargir l'objectif à la mise en place de systèmes alimentaires durables, en utilisant les activités d'appui aux moyens d'existence et de création d'actifs comme plateformes pour renforcer la résilience des communautés et des ménages, notamment face au changement climatique. Le PAM fournira une aide aux commerçants et aux détaillants en vue d'optimiser les chaînes d'approvisionnement, de sorte à améliorer la qualité des aliments dans le pays et à les rendre plus abordables, et appuiera les systèmes de protection sociale, en particulier les programmes d'alimentation scolaire et de travaux publics. Dans l'ensemble de ses programmes, le PAM intégrera des approches propres à transformer les relations entre les sexes, l'amélioration de la nutrition et la prise en compte des personnes vivant avec le VIH ou avec un handicap.

Le plan stratégique de pays est harmonisé avec le document Vision 2020 pour le Lesotho et le plan national de développement stratégique pour 2019-2023 ainsi qu'avec le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour 2019-2023. Les principaux partenaires du PAM sont le Gouvernement, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds des Nations Unies pour la population, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida et des organisations non gouvernementales. Le PAM collaborera avec le secteur privé en vue d'atteindre les objectifs du plan stratégique de pays.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour le Lesotho (2019-2024) (WFP/EB.A/2019/8-A/5) pour un coût total pour le PAM de 110 748 948 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. Le Lesotho est un petit pays enclavé montagneux qui compte 2,2 millions d'habitants. Il affiche un produit intérieur brut (PIB) par habitant égal à 1 160 dollars, ce qui le place dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure¹, et se classe au 160^{ème} rang sur 188 pays selon l'indice de développement humain de 2016. Trois gouvernements de coalition se sont succédé depuis 2012, ce qui s'est traduit par une certaine instabilité politique et un environnement opérationnel complexe. Plus de 1 million d'habitants sont pauvres², et la plupart d'entre eux sont des enfants, des jeunes et des femmes³. On compte moins d'un quart de femmes parmi les membres du Gouvernement. Les personnes vivant avec un handicap représentent 3,7 pour cent⁴ de la population, et nombre d'entre elles souffrent de discriminations lorsqu'elles souhaitent accéder aux services essentiels⁵. Avec un coefficient de Gini égal à 0,53 en 2015, le Lesotho fait partie des dix pays les plus inégalitaires au monde⁶.
2. L'économie du Lesotho est dominée par l'agriculture de subsistance et une petite industrie du textile et de l'habillement. La productivité est en baisse depuis le début des années 1990 en raison des conditions météorologiques imprévisibles, notamment des précipitations erratiques et des épisodes prolongés et récurrents de sécheresse⁷. Les effets de l'érosion du sol, la forte dégradation des terres et le changement climatique ont affaibli les capacités productives des terres arables et des terrains de parcours du Lesotho⁸.
3. Avec 25,6 pour cent des habitants âgés de 15 à 59 ans qui vivent avec le VIH/sida, le Lesotho enregistre la deuxième prévalence du VIH la plus élevée au monde, conjuguée à une forte incidence de la tuberculose. La prévalence du VIH est sensiblement plus importante chez les femmes (30 pour cent) que chez les hommes (21 pour cent). En outre, des estimations indiquent que 17 pour cent des filles sont mariées avant d'avoir 18 ans⁹, et que le travail des enfants touche 22 pour cent d'entre eux (25 pour cent des garçons et 20 pour cent des filles)¹⁰.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

4. *Faire en sorte que chacun ait accès à une alimentation suffisante et nutritive toute l'année (cible 1 de l'objectif de développement durable [ODD] 2).* Le Lesotho affiche un score de 24,1 selon

¹ Banque mondiale. *Lesotho Overview*. Voir: <http://www.worldbank.org/en/country/lesotho/overview>.

² Si l'on se rapporte au seuil de pauvreté international fixé à 1,25 dollar par personne et par jour.

³ Bureau de la statistique, 2014. *2010/2011 Household Budget Survey, Analytical Report, Volume 1*. Voir: http://www.bos.gov.ls/New%20Folder/Copy%20of%20Economics/HBS_report_2010-2011.pdf.

⁴ Dont 2,1 pour cent des hommes et des garçons et 1,6 pour cent des femmes et des filles dans le pays.

⁵ Kamaleri, Y., et Eide, A.H. 2011. *Living Conditions among People with Disabilities in Lesotho – A National Representative Study*. Voir: <http://www.safod.net/library/files/m52687.pdf>.

⁶ Banque mondiale, 2015. *Lesotho – Systematic country diagnostic*. Voir: <http://documents.worldbank.org/curated/en/371421468188678379/Lesotho-Systematic-country-diagnostic>.

⁷ Ministère des finances. *Kingdom of Lesotho 2018/19–2020/21 Budget Strategy Paper*. Voir: http://www.finance.gov.ls/documents/budget%20book/BSP%20_%202018-19.pdf.

⁸ Bureau du Premier Ministre. 2019. *Lesotho Zero Hunger Strategic Review 2018*. Voir: <https://reliefweb.int/report/lesotho/lesotho-zero-hunger-strategic-review-2018>.

⁹ FAO. 2017. *Gender differences in child investment behaviour among agricultural households: Evidence from the Lesotho Child Grants Programme*. Voir: <http://www.fao.org/3/a-i6581e.pdf>.

¹⁰ Voir: https://www.unicef.org/infobycountry/lesotho_statistics.html.

l'indice de la faim dans le monde, ce qui dénote une situation précaire en matière de sécurité alimentaire¹¹. L'analyse réalisée en 2018 sur la base du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire indique que 18 pour cent de la population rurale (257 283 personnes) et 9,2 pour cent de la population urbaine (51 683 personnes) auront besoin d'une assistance alimentaire entre septembre 2018 et février 2019¹². En outre, la prévalence de la sous-alimentation a augmenté, passant de 11,7 pour cent de la population en 2004–2006 à 14,5 pour cent en 2014–2016¹³. L'insécurité alimentaire touche la majorité des ménages dirigés par une femme, qui affichent des taux de dépendance plus élevés que les ménages dirigés par un homme, ont moins de possibilités d'emploi et disposent de moins d'actifs, ainsi qu'un plus grand nombre de personnes vivant avec le VIH/sida, y compris les enfants, en particulier les orphelins.

5. *Mettre fin à toutes les formes de malnutrition (cible 2 de l'ODD 2)*. Bien que le taux national moyen ait reculé, passant de 39,2 pour cent en 2009 à 33,2 pour cent en 2014, le retard de croissance représente toujours un obstacle important au développement¹⁴. Il est plus répandu en milieu rural (35 pour cent) qu'en milieu urbain (27 pour cent), et chez les garçons (39 pour cent)¹⁵ que chez les filles (28 pour cent). Trois pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent d'émaciation. On observe une progression inquiétante de la prévalence du surpoids et de l'obésité, 7 pour cent des enfants de moins de 5 ans étant en surpoids et 45 pour cent des femmes et 12 pour cent des hommes âgés de 15 à 49 étant en surpoids ou obèses. Les autres problèmes compromettant l'obtention de résultats en matière de nutrition sont la faiblesse des apports en vitamines et en micronutriments, notamment la vitamine A, l'acide folique et le fer. Plus de la moitié des enfants de 6 à 59 mois souffre d'anémie¹⁶.
6. *Doubler la productivité agricole et les revenus des petits producteurs alimentaires (cible 3 de l'ODD 2)*. Plus de 70 pour cent de la population rurale pratique une agriculture de subsistance, les hommes constituant 49,8 pour cent de la population active agricole et les femmes 50,2 pour cent, mais les hommes étant favorisés du point de vue de la propriété des terres et des animaux d'élevage¹⁷. Dans le secteur de l'agriculture de subsistance, les exploitants, dont la plupart sont des femmes, possèdent en général moins de 1 hectare de terre, n'ont pas les moyens d'investir, pratiquent le plus souvent une production céréalière pluviale traditionnelle à faible rendement et élèvent des animaux qui surpâtent les terrains de parcours. La production vivrière nationale a privilégié trois grandes cultures céréalières – le maïs, le blé et le sorgho – dont la productivité a régulièrement reculé. Les faibles rendements du maïs (0,5 tonnes/hectare en moyenne) sont essentiellement liés aux

¹¹ Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, Concern Worldwide et Welthungerhilfe. 2017. *2017 Global Hunger Index. The inequalities of hunger*. Voir: <http://www.globalhungerindex.org/pdf/en/2017.pdf>.

¹² Coordonnateur résident et humanitaire des Nations Unies au Lesotho. 2018. *Lesotho Vulnerability Assessment Analysis (VAA) and IPC Analysis Results 2018*. Voir: <https://reliefweb.int/report/lesotho/lesotho-vulnerability-assessment-analysis-vaa-and-ipc-analysis-results-2018>.

¹³ FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2017. *L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2017. Renforcer la résilience pour favoriser la paix et la sécurité alimentaire*. Voir: <http://www.fao.org/3/a-l7695f.pdf>.

¹⁴ Ministère de la santé/Lesotho et ICF International. 2016. *Lesotho Demographic and Health Survey 2014*. Maseru, Lesotho: Ministère de la santé/Lesotho et ICF International. Voir: <https://dhsprogram.com/publications/publication-fr309-dhs-final-reports.cfm>.

¹⁵ On ne comprend pas encore entièrement pourquoi le retard de croissance touche davantage les garçons que les filles.

¹⁶ Ministère de la santé/Lesotho et ICF International. 2016. *Lesotho Demographic and Health Survey 2014*. Maseru, Lesotho: Ministère de la santé/Lesotho et ICF International. Voir: <https://dhsprogram.com/publications/publication-fr309-dhs-final-reports.cfm>.

¹⁷ Bureau de la statistique. 2012. *2009/2010 Lesotho Agriculture Census, Livestock Report, Volume II*. Voir: <http://www.bos.gov.ls/>.

coûts de production élevés et à des facteurs tels que le changement climatique et la dégradation des terres.

7. *Assurer la viabilité des systèmes de production alimentaire et mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes (cible 4 de l'ODD 2).* Le Lesotho est fortement touché par la dégradation des terres et l'érosion des sols, qui sont exacerbées par les sécheresses récurrentes associées au changement climatique, par la pression exercée sur les ressources en terres limitées, par des mauvaises pratiques de gestion des terres et des ressources naturelles ainsi que par l'inadéquation des lois, des politiques et des régimes de propriété dans le secteur foncier. Moins de 10 pour cent des terres sont arables, et seulement la moitié d'entre elles sont exploitées. Les femmes peinent encore à participer aux activités agricoles: la loi foncière de 2010 garantit aux femmes et aux hommes les mêmes droits au regard de la propriété foncière, cependant, dans le droit coutumier, les femmes adultes sont assimilées à des mineurs et ne sont pas habilitées à hériter de terres. Les femmes ont donc moins facilement accès à la propriété foncière que les hommes, ce qui contribue à freiner leur participation active aux activités agricoles productives et les enferme dans le cycle de la pauvreté.

Environnement macroéconomique

8. La croissance économique réelle au Lesotho, qui s'est élevée en moyenne à 3 pour cent par an depuis 2015, a sensiblement baissé en 2017/18 et devrait tomber à 1,1 pour cent en 2019 en raison du ralentissement dans les activités publiques et dans les secteurs de l'agriculture, du commerce en gros et au détail, et de la fabrication¹⁸. Le taux de chômage était égal à 29,3 pour cent en 2017, les femmes représentant 64 pour cent des personnes sans emploi, les hommes 36 pour cent; le taux de chômage des jeunes s'élevait à 34 pour cent¹⁹ ²⁰. Le Lesotho est aussi confronté à une situation budgétaire difficile imputable en grande partie à la baisse des recettes provenant de l'Union douanière d'Afrique australe²¹. La contribution de l'agriculture au PIB a reculé, passant de 11,8 pour cent pendant la période 1985-1994 à quelque 5 pour cent entre 2006 et 2015.

Principaux liens intersectoriels

9. *Pauvreté.* Les ménages pauvres ne sont guère résilients en cas de choc économique. Ils n'ont pas les moyens de mettre de l'argent de côté et n'ont pas non plus accès au crédit, ce qui les enferme dans un cycle de faible investissement, faible productivité et faible revenu. Le profil du Lesotho en matière de pauvreté n'a pas varié au cours de la dernière décennie²². Selon les estimations, 57 pour cent de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et 30 pour cent en dessous du seuil de pauvreté alimentaire, les dépenses alimentaires étant insuffisantes pour pourvoir à aux besoins alimentaires minimaux²³. La répartition spatiale de la pauvreté alimentaire est déséquilibrée, les zones rurales hébergeant plus de 60 pour cent de la population qui vit en dessous du seuil de pauvreté. De plus, par rapport à la

¹⁸ Banque centrale du Lesotho. 2018. *Economic Outlook 2018–2019*, Juin 2018. Voir: https://centralbank.org.ls/images/Publications/Economic_Outlook/CBL_Macroeconomic_Outlook_-_June_2018.pdf.

¹⁹ 58,6 pour cent des jeunes chômeurs sont des filles et des jeunes femmes et 41,4 pour cent sont des garçons et des jeunes hommes.

²⁰ Bureau de la statistique. 2018. *Continuous Multi-Purpose Survey, Statistical Report No. 5, 3rd quarter of 2014/2015*. Voir: http://www.bos.gov.ls/new%20folder/Copy%20of%20Demography/CMS_1st_Quarter_2014_2015.pdf.

²¹ Voir: <http://www.finance.gov.ls/documents/budget%20speeches/Budget%20Speech%202018-19%20Final.pdf>.

²² Par exemple, en 2002/03 environ 56,6 pour cent de la population vivait en situation de pauvreté et en 2010/11 ce pourcentage a augmenté, passant à 57,1 pour cent.

²³ Banque mondiale. 2015. *Lesotho – Systematic country diagnostic*. Voir: <http://documents.worldbank.org/curated/en/371421468188678379/Lesotho-Systematic-country-diagnostic>.

moyenne, les ménages dirigés par une femme risquent davantage d'être pauvres (58,1 pour cent)²⁴. L'extrême pauvreté est concentrée chez les personnes âgées, les taux de pauvreté les plus élevés étant observés chez les adultes de 60 à 64 ans (38,8 pour cent), suivis par les enfants de moins de 14 ans et les adultes de 55 à 59 ans.

10. *Éducation*. Le Gouvernement rencontre également des difficultés pour garantir à tous les habitants une éducation de base de qualité. Ces difficultés sont notamment l'attention insuffisante accordée à l'apprentissage précoce et le manque d'efficacité des systèmes de gestion financière²⁵. Les taux de fréquentation des centres de protection et de développement de la petite enfance sont faibles et la plupart des centres ne sont pas officiellement enregistrés. Les taux de redoublement élevés dans les petites classes et les taux d'abandon importants entre les quatrième et septième années d'études, en particulier chez les garçons, peuvent être attribués aux normes culturelles patriarcales, aux coutumes et aux pratiques religieuses. Le Gouvernement consacre 9,6 pour cent du PIB à la protection sociale, ce qui est bien supérieur au 1 pour cent dépensé dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne²⁶. Cependant, la fragmentation et la couverture limitée des programmes de protection sociale, ainsi que d'autres défaillances dans leur conception et leur ciblage, les ont empêchés de faire reculer la pauvreté ou les inégalités d'une manière tangible²⁷.
11. *Inégalités entre les sexes*. Avec un indice de 0,54, le Lesotho est classé 135^{ème} sur 160 pays selon l'indice mondial d'inégalité de genre de 2017. Les normes et pratiques culturelles et traditionnelles entravent la participation des femmes aux processus de prise de décisions et freinent leur accès à la terre tout en leur laissant assurer la majeure partie des soins et des corvées domestiques non rémunérés. Les ménages dirigés par une femme sont plus pauvres et davantage touchés par l'insécurité alimentaire que les ménages dirigés par un homme et, dans la société patriarcale du Lesotho, les femmes sont traitées comme des mineurs, ce qui exacerbe les inégalités entre les sexes en matière d'accès aux services et accroît la vulnérabilité des femmes et des filles au regard des problèmes de santé sexuelle et reproductive et des violences fondées sur le genre.

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

12. L'examen stratégique Faim zéro mené au Lesotho a permis de recenser les lacunes et les problèmes qui favorisent l'insécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays:
 - *Possibilités d'emploi limitées*. Les possibilités d'emploi sont rares, en particulier pour les femmes et les jeunes. La plupart des ménages, notamment en milieu rural, ont du mal à subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels en raison de la faiblesse de leurs revenus.
 - *Mauvaise performance du secteur agricole*. Les principaux facteurs freinant la croissance agricole sont l'exposition aux chocs d'origine climatique, notamment les sécheresses, les inondations et le gel, la dégradation des terres, l'appauvrissement des sols, les coûts de production élevés et l'accès insuffisant aux services financiers et aux marchés structurés.

²⁴ *Ibid.*

²⁵ PNUD. 2017. *Lesotho country analysis working document final draft*, Septembre 2017. Voir: http://www.undp.org/content/dam/unct/lesotho/docs/Ourwork/Lesotho%20CCA_Final%20Draft_22%20September%2017.pdf

²⁶ Davis, B., Handa, S., Hypher, N., Winder Rossi, N., Winters, P. et Yablonski, J. eds. 2016. *From Evidence to Action: The Story of Cash Transfers and Impact Evaluation in Sub Saharan Africa*. Voir: <https://ideas.repec.org/b/oxp/obooks/9780198769446.html>.

²⁷ Banque mondiale. 2015. *Lesotho: Systematic country diagnostic*. Voir: <http://documents.worldbank.org/curated/en/371421468188678379/Lesotho-Systematic-country-diagnostic>.

- *Lourd fardeau de la malnutrition.* Chaque année, le coût de la dénutrition infantile s'élève à 133 millions de dollars, soit 7,13 pour cent du PIB²⁸. L'insécurité alimentaire et nutritionnelle transparait dans les taux élevés de sous-alimentation au sein de la population et de retard de croissance et de carences en micronutriments chez les enfants de moins de 5 ans.
- *Inégalités entre les sexes et incidences du VIH/sida.* Face au VIH, les femmes et les filles sont plus vulnérables que les hommes et les garçons et elles ne jouissent pas d'un accès équitable et suffisant à la nourriture, aux revenus, aux divers services, notamment financiers, ou à la terre²⁹. Les inégalités entre les sexes sont aggravées par les normes socioculturelles et les pratiques économiques discriminatoires.

1.4 Priorités pour le pays

Priorités du Gouvernement

13. Les priorités du Gouvernement sont énoncées dans le document Vision 2020 pour le Lesotho qui s'articule autour de sept piliers de développement: démocratie, unité, paix, éducation et formation, croissance économique, gestion de l'environnement et progrès technologiques. Le plan national de développement stratégique pour 2019–2023 prône une croissance économique inclusive et durable ainsi qu'une création d'emplois impulsée par le secteur privé, en mettant l'accent sur le renforcement du capital humain, la mise en place des infrastructures indispensables et l'amélioration des systèmes nationaux de gouvernance et de reddition de comptes afin que le pays soit en mesure de lutter contre le chômage, la pauvreté, les inégalités entre les sexes, et le VIH/sida. Pour consolider les avancées réalisées en matière d'égalité de genre, il faut établir des mécanismes de mise en œuvre concrets, dont beaucoup sont prévus dans la politique nationale relative à la problématique femmes-hommes et au développement pour 2016–2020, qui vise à garantir aux hommes et aux femmes ainsi qu'aux garçons et aux filles les mêmes droits à l'éducation, aux ressources productives, à l'emploi et à l'autonomisation économique.
14. La politique nationale en matière d'alimentation et de nutrition (2017) préconise une approche multisectorielle et multipartite. La politique relative au changement climatique pour 2017–2019, récemment lancée, vise à renforcer la résilience de la population au moyen de mesures d'adaptation qui seront mises en œuvre dans le cadre du plan d'action national de 2017 en faveur de l'adaptation. Le dispositif national de résilience est conforme aux dispositions du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes 2015–2030.
15. Dans le souci de répondre aux recommandations issues de l'examen stratégique Faim zéro, le Gouvernement a élaboré une feuille de route qui définit des objectifs et des étapes afin de faciliter le suivi et l'accélération des progrès réalisés pour éliminer la faim. La feuille de route assigne des responsabilités aux ministères et aux autres parties prenantes en vue de garantir une réponse multisectorielle reposant sur un processus de coordination et l'établissement de liens entre les secteurs.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

16. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour 2019–2023, dans lequel les activités prévues par le PAM ont été solidement ancrées, reprennent les priorités du plan national de développement stratégique, à savoir: gouvernance responsable, institutions

²⁸ Gouvernement du Lesotho et autres. 2016. *The Cost of Hunger in Africa, Lesotho*. Voir: <https://reliefweb.int/report/lesotho/cost-hunger-social-and-economic-impact-child-undernutrition-lesotho-vision-2020>.

²⁹ ONUSIDA. VIH, sécurité alimentaire et nutrition. Voir: http://data.unaids.org/pub/manual/2008/jc1515_policy_brief_nutrition_fr.pdf.

efficaces, cohésion et inclusion sociales, développement pérenne du capital humain, et croissance économique inclusive durable au service de la réduction de la pauvreté.

17. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) et plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) centrent leurs efforts sur les domaines thématiques suivants: sécurité alimentaire et nutritionnelle, moyens d'existence, changement climatique et renforcement de la résilience, tout en tenant compte des questions relatives à l'égalité de genre et en intégrant dans toutes les activités les questions concernant le VIH et le handicap.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

18. Les enseignements tirés de l'expérience qui sous-tendent les futures orientations du PAM proviennent de divers examens, études et anciennes évaluations et de consultations menées auprès des pouvoirs publics, des organismes des Nations Unies, des ONG, des donateurs et d'autres partenaires du développement. Les sources de ces enseignements sont notamment une évaluation à mi-parcours du programme de pays du PAM (2015), une évaluation du programme du PAM Espèces pour la création d'actifs (2015), une évaluation menée conjointement par le Gouvernement et le PAM du programme national d'alimentation scolaire (2018) et une synthèse des données factuelles issues des évaluations relatives au Lesotho concernant la période 2007–2017³⁰.
19. L'une des recommandations figurant dans le rapport de l'évaluation à mi-parcours du programme de pays était que, progressivement, le PAM abandonne la mise en œuvre directe pour privilégier le renforcement des capacités à tous les niveaux du Gouvernement. Les interventions du PAM sont susceptibles d'être améliorées par le regroupement des résultats qu'il a obtenus dans le cadre de ses opérations d'aide humanitaire et de ses programmes de développement, avec un recentrage des efforts sur l'articulation aide humanitaire-développement et l'apport d'un soutien en faveur d'approches plus intégrées et plus durables du renforcement de la résilience dans le pays.
20. La problématique femmes-hommes constituait l'un des principaux aspects examinés dans le cadre de l'évaluation conjointe du programme national d'alimentation scolaire, qui a conclu que le programme n'accordait pas une place suffisante au développement de l'agriculture et des petites entreprises. Les recommandations figurant dans le rapport d'évaluation indiquaient qu'il fallait renforcer les structures de gouvernance, de gestion et de mise en œuvre de l'alimentation scolaire au niveau national et au niveau du district et généraliser dans tout le pays d'ici à 2024 l'adoption d'un modèle de sous-traitance externalisée³¹. Le rapport soulignait qu'il était nécessaire de réduire le coût des repas scolaires, tout en veillant au maintien des normes nutritionnelles et en renforçant le cadre de suivi et de responsabilités. Conformément à l'approche décrite dans le présent plan stratégique de pays (PSP), l'application de ces recommandations facilitera le transfert des responsabilités de gestion et de mise en œuvre du programme d'alimentation scolaire aux pouvoirs publics.

³⁰ *Summary of evaluation evidence Lesotho 2007–2018*, 22 juillet 2018. Préparé par KonTerra Group: Belen Diaz. Document commandé par le Bureau régional du PAM à Johannesburg. Il fait partie des six rapports de synthèse d'évaluations de pays destinés à éclairer les décisions des bureaux de pays du PAM en matière de stratégie, de programmation et de gouvernance, pour la conception des PSP pour le Congo, Eswatini, Lesotho, Madagascar, Malawi et Zambie.

³¹ Dans le modèle de transfert de la gestion de l'alimentation scolaire à des agents nationaux, une seule entité est recrutée sous contrat pour fournir les aliments à plusieurs écoles, en vue de favoriser les économies d'échelle.

21. L'une des recommandations du rapport d'évaluation à mi-parcours du programme de pays faisait valoir que l'appui en faveur de la nutrition et l'intervention relative au VIH pouvaient être optimisés au moyen d'activités de communication multisectorielles propres à faire évoluer les comportements et la société, qui intègrent la problématique femmes-hommes et soient menées avec des fonctionnaires de divers ministères et secteurs à différents niveaux (national, district et communauté).
22. L'évaluation consacrée en 2015 aux activités Espèces pour la création d'actifs a fait ressortir que les activités de renforcement de la résilience menées par le PAM étaient pertinentes mais devaient être davantage axées sur la création d'actifs productifs durables. Le rapport soulignait que le PAM pouvait contribuer à améliorer la conception du programme national de travaux publics géré par le Ministère des forêts, des parcs et de la valorisation du territoire.
23. Enfin, les recommandations figurant dans une synthèse interne des données factuelles provenant d'évaluations du PAM réalisées entre 2007 et 2018 indiquent qu'il convient d'améliorer dans tous les programmes l'intégration et le suivi des actions relatives à la problématique femmes-hommes, grâce à des activités de renforcement des capacités destinées tant au personnel du PAM qu'à celui des administrations publiques.

2.2 Potentialités pour le PAM

24. Le PAM peut épauler le Gouvernement dans les domaines stratégiques suivants:
 - *Satisfaire les besoins alimentaires et nutritionnels immédiats des populations en situation de crise.* Une assistance alimentaire d'urgence continuera à être fournie pendant les périodes de crise, autant que de besoin. Le PAM contribuera au développement des capacités en matière de préparation et d'intervention en cas de crise, y compris grâce à un transfert de savoir-faire en matière d'évaluation des besoins.
 - *Renforcer les systèmes de protection sociale.* Le PAM aidera les pouvoirs publics à concevoir, articuler et mettre en œuvre dans le dispositif national de protection sociale des programmes tenant compte de la problématique femmes-hommes qui soient réactifs en cas de choc. Un appui technique sera fourni en vue d'améliorer l'équité et l'efficacité des systèmes de gestion de l'information relative aux bénéficiaires.
 - *Établir des liens entre les petits exploitants agricoles et l'alimentation scolaire.* En partenariat avec d'autres organismes des Nations Unies, notamment la FAO, le PAM appuiera et développera les capacités des pouvoirs publics aux fins de la mise en œuvre d'un programme durable d'alimentation scolaire utilisant la production locale.
 - *Appuyer les filières agricoles et limiter les pertes de produits après récolte à l'intention des petits exploitants.* Le PAM travaillera aux côtés des petits exploitants agricoles pour réduire les pertes de produits alimentaires, afin de renforcer la sécurité alimentaire des ménages et d'accroître les excédents commercialisables, de sorte à améliorer la productivité et les revenus des agriculteurs et de stimuler les marchés et l'économie au niveau local.
 - *Lutter contre toutes les formes de malnutrition et les carences en micronutriments.* Le PAM aidera les pouvoirs publics à transposer à grande échelle les interventions nutritionnelles multisectorielles fondées sur des éléments factuels et présentant un bon rapport coût-efficacité, et conduira notamment à l'intention des institutions publiques, des organisations de la société civile, des communautés et des ménages, des activités de renforcement des capacités et de sensibilisation visant à éclairer leurs décisions en matière de nutrition.
 - *Renforcer la résilience grâce à la mise en place de systèmes alimentaires durables.* Le PAM fournira un appui technique aux pouvoirs publics pour la conception et la mise en

œuvre de filets de sécurité productifs et intégrés, afin d'appuyer les initiatives d'adaptation aux effets du changement climatique et de favoriser le renforcement de la résilience et la pérennité des moyens d'existence.

- *Renforcement des mécanismes publics de reddition de comptes.* Centrant ses efforts sur les niveaux du district et de la communauté, le PAM aidera les pouvoirs publics à combler les lacunes de capacités institutionnelles en matière de planification, coordination, mise en œuvre et suivi des politiques relatives à l'alimentation et à la nutrition et à mettre en place et à utiliser des systèmes adéquats de gestion de la performance et d'établissement de rapports à des fins de reddition de comptes.

2.3 Réorientations stratégiques

25. Le PAM poursuivra sa réorientation consistant à abandonner la mise en œuvre directe pour le renforcement des capacités nationales et l'appui de la prise en mains des activités d'alimentation scolaire par le pays, afin de faciliter le transfert progressif de la responsabilité du programme national d'alimentation scolaire et du programme national de travaux publics au Gouvernement.
26. L'intégration des programmes constitue un élément clé de cette réorientation, de même que le recentrage des efforts sur la mise en place de systèmes alimentaires durables, en utilisant les activités relatives aux moyens d'existence et à la création d'actifs comme des plateformes pour améliorer la résilience des communautés et des ménages.
27. Le PAM favorisera la prise en compte des questions de la nutrition et du VIH en adoptant des approches propres à transformer les relations entre les sexes qui promeuvent l'égalité de genre grâce au contrôle partagé des ressources, à des processus de décision fondés sur la participation des hommes et des femmes et à l'autonomisation des femmes. Toutes les interventions prendront en considération les besoins des personnes vivant avec un handicap.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impacts escomptés

28. Le PAM centrera ses efforts sur quatre effets directs intégrés et complémentaires axés sur les interventions en cas de crise, la lutte contre la vulnérabilité chronique et le renforcement de la résilience au Lesotho. Le renforcement des capacités est intégré dans tous les effets directs et toutes les activités. Le PAM adoptera des stratégies réalistes et efficaces pour transférer progressivement la responsabilité des activités aux pouvoirs publics, à un rythme qui sera déterminé en fonction de l'aptitude de ceux-ci à prendre le relais et à étendre la mise en œuvre comme prévu.
29. Le PAM travaillera avec les pouvoirs publics afin de renforcer les capacités nationales pour ce qui est de se préparer, de se coordonner et d'intervenir avant, pendant et après une crise. Il fournira une assistance alimentaire et nutritionnelle lorsque les besoins dépasseront les capacités institutionnelles et financières du Gouvernement.
30. Le PAM promouvra des systèmes de protection sociale qui soient réactifs en cas de choc et à dimension nutritionnelle, garantissent la fourniture équitable de services aux hommes et aux femmes et contribuent à l'égalité entre les sexes, et aidera les pouvoirs publics à en concevoir et à en mettre en œuvre. Il s'agira notamment d'appuyer le ciblage ainsi que la gestion des informations relatives aux bénéficiaires et l'enregistrement de ces derniers.
31. Pendant la période du transfert des responsabilités du programme national d'alimentation scolaire aux pouvoirs publics, le PAM renforcera la capacité de ces derniers à gérer et à mettre en œuvre des modèles qui rattachent les petits exploitants agricoles à l'alimentation

scolaire et à d'autres marchés et favorisent l'accès équitable des hommes et des femmes à ces marchés.

32. Le savoir-faire du PAM concernant les chaînes d'approvisionnement sera mis à profit pour limiter les pertes après récolte et aider le Gouvernement et ses partenaires à appliquer les directives et les normes relatives à la sécurité sanitaire et à la qualité des aliments, que les pouvoirs publics s'emploient à élaborer actuellement.
33. Une réorientation explicite sera réalisée en vue d'intégrer tous les programmes afin de créer une vision collective d'un pays plus résilient, plus sain et jouissant d'une sécurité alimentaire plus stable. À cet effet, on veillera à ce que toutes les approches soient de nature à transformer les relations entre les sexes et prennent en compte les questions de la nutrition et du VIH ainsi que les besoins des personnes vivant avec un handicap.
34. Les activités relatives à la nutrition seront fondées sur une approche du cycle de vie et mettront l'accent sur le renforcement de la capacité des pouvoirs publics à coordonner et à mettre en œuvre des interventions nutritionnelles s'attaquant à toutes les formes de la malnutrition.
35. Toutes les activités du PSP tiendront compte des aspects environnementaux et sociaux et seront conformes aux normes du PAM en la matière.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: Les personnes touchées par un choc au Lesotho sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels pendant les crises

36. Au titre de cet effet direct, le PAM ciblera les femmes, les hommes, les filles et les garçons touchés par des crises. L'objectif est de sauver des vies et de limiter les conséquences de la crise en protégeant les moyens d'existence. Les activités seront mises en œuvre seulement si l'ampleur de la crise dépasse la capacité d'intervention du Gouvernement. Les activités menées au titre de cet effet direct stratégique sont liées à l'appui aux systèmes de protection sociale relevant de l'effet direct stratégique 2 et au programme de travaux publics visant à faciliter le relèvement et le renforcement de la résilience relevant de l'effet direct stratégique 4.
37. L'effet direct stratégique sera obtenu au moyen de la fourniture d'une assistance alimentaire et de type monétaire aux personnes recensées par le comité d'évaluation de la vulnérabilité du Lesotho comme souffrant d'une insécurité alimentaire grave. Les groupes à risque, notamment les enfants de 6 à 59 mois, les filles et les femmes enceintes ou allaitantes et les personnes vivant avec le VIH dans les ménages considérés comme ayant besoin d'une assistance seront ciblés par les activités de prévention de la malnutrition aiguë.
38. Des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements permettront d'améliorer les connaissances des femmes, des hommes, des garçons et des filles concernant la nutrition, les droits de l'homme, la problématique femmes-hommes et le changement climatique. Le PAM est déterminé à améliorer la parité entre les sexes et à renforcer les capacités internes et externes en la matière.

Domaine d'action privilégié

39. L'effet direct stratégique est centré sur l'intervention face à une crise.

Produits escomptés

40. Deux produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
 - Les populations ciblées (niveau 1) bénéficient de transferts de type monétaire et/ou alimentaires, notamment d'aliments spécialisés, qui leur permettent de subvenir à

leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels et favorisent un relèvement rapide.

- Les ménages ciblés (niveau 2) bénéficient de meilleures connaissances concernant la nutrition, la santé, l'hygiène et d'autres pratiques de soins, qui contribuent à améliorer leur consommation alimentaire et leur état nutritionnel.

Activité essentielle

Activité 1: Fournir une assistance alimentaire et de type monétaire aux populations touchées par une crise

41. La vulnérabilité face aux catastrophes cycliques et récurrentes telles que les sécheresses et les inondations est en augmentation, de même que la fréquence des catastrophes. La définition des activités relevant de cet effet direct stratégique repose sur le principe que le pays pourrait être confronté à deux situations d'urgence au cours des cinq prochaines années. Les femmes vulnérables seront prioritaires car elles pâtissent d'inégalités entre les sexes qui entravent leur accès aux ressources, notamment la terre, le crédit, les organisations rurales, les intrants agricoles, les technologies, l'éducation et la vulgarisation.
42. En étroite collaboration avec l'équipe de pays des Nations Unies chargée des opérations humanitaires, les ministères, notamment l'autorité de gestion des catastrophes, le Ministère de la santé, le Bureau de coordination de l'alimentation et de la nutrition, le Ministère du développement social, les services météorologiques du Lesotho et le Ministère du genre, de la jeunesse, du sport et des loisirs, certaines ONG et le secteur privé, le PAM fournira une assistance alimentaire et de type monétaire. Il s'efforcera d'améliorer les capacités des partenaires concernant la prise en compte de la problématique femmes-hommes et mettra en place des réseaux et des partenariats avec les organisations œuvrant à la progression de l'égalité de genre et de l'autonomisation des femmes, en vue de renforcer la préparation aux situations d'urgence et les interventions en cas de crise. Le PAM examinera l'utilisation des mécanismes de paiement établis dans le pays et de sa plateforme numérique pour la gestion des bénéficiaires et des transferts (SCOPE), pour la fourniture de transferts de type monétaire, et notamment rattachera SCOPE au système d'information nationale pour la plateforme d'assistance sociale et à l'outil de paiement du système d'évaluation interinstitutions de la protection sociale. Le choix des modalités de transfert s'appuiera sur des évaluations participatives intégrant des analyses par sexe et par âge.
43. Le PAM aidera les pouvoirs publics à utiliser les écoles participant au programme national d'alimentation scolaire comme des plateformes pour la fourniture de l'assistance alimentaire aux ménages vulnérables. Le fait de tirer parti des plateformes existantes dans les interventions face à une crise devrait faciliter le relèvement et favoriser la résilience après une situation d'urgence.
44. L'activité sera à la fois axée sur la nutrition et à dimension nutritionnelle. Les rations en nature, notamment les aliments nutritifs spécialisés, garantiront l'apport d'un assortiment alimentaire équilibré, qui répond aux besoins nutritionnels des filles et des femmes enceintes ou allaitantes ainsi que des enfants de 6 à 59 mois. Toutes les modalités seront associées à des activités de communication propres à faire évoluer la société et les comportements, adaptées à différents groupes de population et visant à éviter la détérioration de l'état nutritionnel des personnes vulnérables.

Effet direct stratégique 2: Les populations vulnérables du Lesotho bénéficient de systèmes de protection sociale renforcés qui garantissent l'accès à une nourriture suffisante, saine et nutritive toute l'année

45. Le PAM complétera l'apport d'une assistance alimentaire et nutritionnelle pendant une situation de crise (effet direct stratégique 1) par un appui en faveur des pouvoirs publics qui

se prolongera pendant la phase de relèvement et visera à aider les populations à mesure qu'elles retrouveront progressivement leur autonomie. Les ménages dirigés par une femme touchés par une insécurité alimentaire chronique seront prioritaires compte tenu de l'accès limité des femmes aux réseaux de protection sociale et du rôle qu'elles jouent traditionnellement dans la famille en tant que principales dispensatrices de soins s'efforçant d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le PAM aidera les pouvoirs publics à adapter les critères de ciblage à l'augmentation du nombre de personnes ayant besoin d'une assistance en conséquence des crises plus fréquentes (effet direct stratégique 1).

46. Le PAM renforcera la capacité des pouvoirs publics à prévoir les crises d'origine climatique et à planifier les interventions en réalisant régulièrement un suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle et une analyse de la résilience afin de dégager des informations utiles pour la mise en place de systèmes de protection sociale et de toute autre intervention complémentaire.
47. Le PAM fournira aux pouvoirs publics une assistance technique relative à la planification et à la mise en œuvre de programmes de protection sociale tenant compte de la problématique femmes-hommes (y compris l'alimentation scolaire et les travaux publics) qui aient également une dimension nutritionnelle et soient réactifs en cas de choc. Dans le cadre de cette activité, le PAM vise à transférer intégralement aux pouvoirs publics la responsabilité de la gestion du programme national d'alimentation scolaire et celle de sa mise en œuvre qui comporte l'établissement de liens avec les petits exploitants agricoles (effet direct stratégique 4). Le PAM promouvra avec le FNUAP une meilleure connaissance des normes discriminatoires fondées sur le sexe, y compris les violences fondées sur le genre parmi les étudiants et les aidants, et mènera des activités de sensibilisation sur ce thème. Étant donné que les garçons enregistrent un taux d'achèvement des études inférieur à celui des filles et que les violences fondées sur le genre dans les écoles sont fréquentes, cette activité ciblera les garçons, les filles, les enseignants et les aidants différemment.

Domaine d'action privilégié

48. L'effet direct stratégique est centré sur les causes profondes.

Produits escomptés

49. Cinq produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
 - Les garçons et les filles scolarisés dans les écoles maternelles et primaires (niveau 1) reçoivent un repas adéquat et nutritif chaque jour d'école afin de favoriser l'assiduité.
 - Les garçons et les filles scolarisés dans les écoles maternelles et primaires, les enseignants et les aidants (niveau 1) participent à des séances de sensibilisation à la problématique femmes-hommes qui contribuent à renforcer l'accès équitable à une alimentation saine et nutritive.
 - Les garçons et les filles scolarisés dans les écoles maternelles et primaires et les communautés locales (niveau 3) tirent profit de la capacité renforcée des pouvoirs publics à gérer et à mettre en œuvre le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale et à en assurer pleinement la responsabilité, ce qui contribue à améliorer l'alimentation et l'état nutritionnel.
 - Les populations ciblées (niveau 3) tirent profit de la capacité renforcée des pouvoirs publics à concevoir, mettre en œuvre et coordonner des programmes de protection sociale efficaces, équitables et réactifs en cas de choc, qui garantissent l'accès à la nourriture.
 - Les populations vulnérables (niveau 3) tirent profit des capacités renforcées des pouvoirs publics et des partenaires en matière d'alerte rapide et de suivi et d'analyse

de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui aident les bénéficiaires à subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels.

Activités essentielles

Activité 2: Aider les pouvoirs publics à planifier, concevoir, gérer et mettre en œuvre, sur la base d'éléments factuels, des programmes de protection sociale tenant compte de la problématique femmes-hommes, notamment en transférant la responsabilité du programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale

50. En 2015, le Gouvernement a financé intégralement le programme national d'alimentation scolaire, le PAM continuant à en assurer la gestion et le suivi. Le PAM transfèrera progressivement la responsabilité de la gestion et du suivi à un secrétariat chargé de l'alimentation scolaire, actuellement en cours de création. Il aidera le Ministère de l'éducation et de la formation à mettre en œuvre un programme à dimension nutritionnelle et à élaborer une stratégie de transfert durable. La stratégie sera appuyée par des activités de renforcement des systèmes et des capacités au niveau national et à ceux des districts, des communautés et des écoles. En outre, des activités seront menées pour améliorer les infrastructures liées à l'alimentation scolaire, avec l'aménagement de cuisines et d'installations d'entreposage hygiéniques, sûres et respectueuses de l'environnement, satisfaisant aux normes environnementales et sociales du PAM. À mesure que les pouvoirs publics et les autres partenaires seront dotés du matériel nécessaire, le PAM prévoit de transférer la responsabilité de plus de 182 écoles primaires par an et il entamera le transfert de la responsabilité des centres de protection et de développement de la petite enfance aux pouvoirs publics au cours du PSP.
51. Le PAM aidera le Ministère de l'éducation et de la formation à assurer le fonctionnement effectif du secrétariat chargé de l'alimentation scolaire, et notamment il renforcera l'aptitude du ministère à mobiliser et à coordonner d'autres ministères, en particulier ceux de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, et du genre. Le PAM poursuivra son action visant à appuyer la mise en place d'un système de suivi et d'évaluation tenant compte de la problématique femmes-hommes, aux niveaux national et décentralisé. Pour renforcer la dimension nutritionnelle des activités d'alimentation scolaire, le PAM diffusera des informations relatives à l'éducation nutritionnelle et à l'adaptation aux effets du changement climatique. Il aidera les pouvoirs publics à continuer de rattacher les petits exploitants agricoles aux écoles et s'appuiera sur les résultats de l'analyse visant à combler le déficit en éléments nutritifs (effet direct stratégique 3) pour améliorer l'assortiment alimentaire.
52. Conscient de l'interdépendance du VIH et de la malnutrition, le PAM collaborera avec ONUSIDA pour fournir un appui technique aux pouvoirs publics et préconiser la conduite de programmes de protection sociale tenant compte de la question du VIH et de la problématique femmes-hommes.

Activité 3: Renforcer les capacités techniques des pouvoirs publics en matière d'alerte rapide, de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'évaluation et d'analyse de la vulnérabilité, grâce à l'adoption d'approches de financement fondées sur les prévisions

53. Le PAM renforcera la capacité des services météorologiques du Lesotho, du Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire et du Ministère des forêts, des parcs et de la valorisation du territoire à formuler des prévisions relatives aux précipitations et aux températures saisonnières, en vue de leur communication aux systèmes nationaux d'alerte rapide. Il sera ainsi possible de déclencher des interventions rapides notamment en lien avec les programmes de travaux publics relevant de l'effet direct stratégique 4 et les activités d'assistance non assortie de conditions relevant de l'effet direct stratégique 1. Une approche de financement fondée sur les prévisions sera adoptée qui comportera les

éléments suivants: renforcement des capacités de calcul pour l'analyse des observations et l'intégration des prévisions saisonnières, amélioration du système d'archivage et de la base de données historiques des services météorologiques du Lesotho, création de collections de cartes en ligne, formation à la maintenance de la base de données, et production de projections climatiques sur dix ans et à long terme.

54. Le PAM fournira une assistance technique visant à renforcer la capacité des pouvoirs publics à mettre en place un système d'alerte rapide lié aux systèmes de protection sociale. Il appuiera un examen du mode opératoire normalisé relatif à l'alerte rapide et ajoutera des indicateurs et des seuils de déclenchement d'interventions rapides. Il appuiera également l'actualisation des manuels et des plans relatifs à la gestion des catastrophes, dont les éléments éclaireront l'élaboration d'une stratégie de gestion des catastrophes qui intégrera la problématique femmes-hommes et la question du handicap ainsi que celle des jeunes.
55. Le PAM continuera à fournir un appui technique pour les évaluations et analyses annuelles de la vulnérabilité et les enquêtes ad hoc portant notamment sur la problématique femmes-hommes et la nutrition. Le système d'alerte rapide sera mis en service afin de renforcer le suivi de la situation alimentaire et nutritionnelle, et le recours aux dispositifs et outils mobiles sera encouragé afin d'améliorer le rapport coût-efficacité et l'efficacité.

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2024, l'état nutritionnel des populations vulnérables du Lesotho s'améliore à chaque stade de la vie, conformément aux objectifs nationaux

56. Face à la forte prévalence de la malnutrition chronique et des carences en micronutriments et à l'essor de la surnutrition, cet effet direct a pour objectif d'améliorer les résultats relatifs à la nutrition dans l'ensemble de la population. Il sera obtenu au moyen d'une assistance technique et d'activités de sensibilisation à l'appui d'interventions nutritionnelles fondées sur des éléments factuels qui contribuent à la réalisation des cibles de l'ODD 2.
57. Le PAM fournira une assistance technique pour appuyer la conduite d'un dialogue sur les politiques fondé sur les éléments factuels issus de recherches formatives qualitatives conduites dans certains districts enregistrant des taux élevés de retard de croissance et de carences en micronutriments. Le PAM s'emploiera également à renforcer les structures institutionnelles du Bureau de coordination de l'alimentation et de la nutrition et des ministères de la santé et de l'agriculture et de la sécurité alimentaire ainsi que leur capacité à mettre sur pied et à coordonner des initiatives multisectorielles faisant également appel au secteur privé et à la société civile.

Domaine d'action privilégié

58. L'effet direct stratégique est centré sur les causes profondes.

Produits escomptés

59. Trois produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:
 - Les populations ciblées (niveau 3) tirent profit du renforcement de la capacité des pouvoirs publics et d'autres acteurs à conduire des activités globales de communication visant à faire évoluer la société et les comportements et propres à transformer les relations entre les sexes pour mettre fin à toutes les formes de malnutrition.
 - Au Lesotho, les populations vulnérables sur le plan nutritionnel (niveau 3), notamment les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, les enfants de moins de 5 ans, les adolescents, les jeunes femmes, les jeunes hommes, et les personnes vivant avec le VIH et la tuberculose, tirent profit de la capacité renforcée des pouvoirs publics et d'autres acteurs à mettre en œuvre des programmes et des services qui contribuent à améliorer les résultats relatifs à la nutrition.

- Au Lesotho, les populations vulnérables sur le plan nutritionnel (niveau 3), notamment les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, les enfants de moins de 5 ans, les adolescents, les jeunes, et les personnes vivant avec le VIH ou la tuberculose, tirent profit de la capacité renforcée des pouvoirs publics à coordonner des plateformes multisectorielles permettant d'améliorer les résultats relatifs à la nutrition.

Activité essentielle

Activité 4: Renforcer les capacités des pouvoirs publics et d'autres acteurs en matière de coordination multisectorielle, planification, collecte d'éléments factuels et mise en œuvre de politiques et programmes nutritionnels équitables

60. Le PAM aidera les pouvoirs publics à concevoir et à mettre en œuvre une stratégie multisectorielle de communication visant à faire évoluer la société et les comportements qui tiennent compte de la question du VIH, soit harmonisée avec la stratégie nationale en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et les initiatives Renforcer la nutrition et Efforts renouvelés contre la faim et la dénutrition chez les enfants, et vise à corriger les comportements nutritionnels liés à la dénutrition, la surnutrition et les carences en micronutriments.
61. En collaboration avec la FAO, le Fonds international de développement agricole (FIDA), ONUSIDA, le FNUAP, l'UNICEF, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la Santé, le PAM aidera le Bureau de coordination de l'alimentation et de la nutrition et les ministères concernés par la question de la nutrition à mettre sur pied et à coordonner des activités relatives à la nutrition et, à cet effet, favorisera l'établissement d'un réseau d'entreprises du mouvement Renforcer la nutrition et la création de diverses autres plateformes. Il aidera également les pouvoirs publics à réaliser une analyse visant à combler le déficit en éléments nutritifs afin que les lacunes recensées dans l'apport d'éléments nutritifs puissent être corrigées.

Effet direct stratégique 4: D'ici à 2024, les communautés résidant dans les zones ciblées, en particulier les femmes et les jeunes, bénéficient de systèmes alimentaires résilients, efficaces et inclusifs

62. Cet effet direct stratégique vise l'établissement d'un système alimentaire résilient, efficace et inclusif grâce à la mise en œuvre d'interventions intégrées pour l'adaptation au changement climatique avec, en particulier, la prestation de services météorologiques. Le PAM promouvra l'achat local des produits chez les petits exploitants agricoles dans le cadre des programmes nationaux de protection sociale, notamment le programme d'alimentation scolaire. Grâce aux interventions destinées à limiter les pertes après récolte, cet effet direct devrait contribuer à améliorer la qualité et la sécurité sanitaire des aliments. Le PAM travaillera également avec des partenaires du côté de l'offre, notamment la FAO, pour s'attaquer aux problèmes liés à la production et à la productivité. Il travaillera aux côtés des pouvoirs publics pour appuyer l'aménagement de systèmes de gestion du captage de l'eau, qui seront adoptés et transposés à plus grande échelle par les autorités nationales et le secteur privé.
63. Fort de l'appui fourni par le PAM au programme national de travaux publics, le Gouvernement pourra plus facilement créer des actifs productifs qui améliorent les capacités d'adaptation et la résilience face au changement climatique.
64. En collaboration avec la FAO, le FIDA, le Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire et d'autres partenaires, le PAM aidera les communautés à mettre en œuvre des mesures de conservation des sols et de l'eau visant à accroître la production d'aliments nutritifs et d'excédents commercialisables.

Domaine d'action privilégié

65. L'effet direct stratégique est centré sur la résilience.

Produits escomptés

66. Cinq produits permettront d'obtenir l'effet direct attendu:

- Les ménages ciblés (niveau 1) participant aux travaux publics et à d'autres filets de sécurité fondés sur des activités productives tirent profit d'actifs à dimension nutritionnelle et contribuent à améliorer la sécurité alimentaire et la résilience face aux chocs et au changement climatique.
- Les ménages ciblés (niveau 2) ont accès à des services d'information météorologiques et autres réguliers et personnalisés qui les sensibilisent aux meilleures pratiques agricoles, à l'adaptation au changement climatique, à la nutrition, aux soins de santé, à l'égalité entre les sexes et à la protection et contribuent à améliorer leur productivité et leur état nutritionnel.
- Les petits exploitants agricoles, notamment les femmes, les jeunes femmes et les jeunes hommes (niveau 3) résidant dans les zones ciblées tirent parti du renforcement des politiques, des systèmes, des capacités et des installations du pays, qui leur permet d'accéder plus facilement aux marchés formels (notamment dans le cadre de l'alimentation scolaire utilisant la production locale).
- Les acteurs des filières alimentaires (niveau 2), y compris les commerçants locaux, les agents du secteur de la transformation et les acheteurs institutionnels, bénéficient d'un soutien qui leur permet d'améliorer l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement et d'accéder à des marchés structurés.
- Au Lesotho, les communautés (niveau 3) tirent profit de chaînes d'approvisionnement et systèmes de vente au détail nationaux plus efficaces qui leur permettent d'accéder à des aliments sains et nutritifs.

Activités essentielles

Activité 5: Appuyer la conception et la mise en œuvre d'actifs à dimension nutritionnelle et contribuent à améliorer et à diversifier les moyens d'existence des communautés et des ménages vulnérables touchés par le changement climatique et la dégradation des terres

67. En collaboration avec la FAO et le PNUD, le PAM aidera les services météorologiques du Lesotho à élaborer une stratégie nationale de sensibilisation et de communication sur le changement climatique. L'appui comprendra la diffusion de messages sur le changement climatique et la nutrition destinés aux femmes, aux hommes, aux filles et aux garçons, qui préconisent l'égalité de genre s'agissant de participer aux prises de décisions dans le ménage et la consommation d'une alimentation diversifiée dans tous les groupes d'âge, en accord avec la stratégie de communication visant à faire évoluer la société et les comportements élaborée au titre de l'effet direct stratégique 3.
68. Le PAM renforcera les capacités des pouvoirs publics en matière de planification participative communautaire afin de faciliter la planification saisonnière fondée sur les moyens d'existence et l'élaboration de plans d'adaptation communautaires qui serviront de base à la création d'actifs aux niveaux de la communauté et du ménage. Une combinaison d'activités sera employée comprenant notamment: la récupération et la gestion améliorées de l'eau, l'aménagement des bassins versants, le reboisement, l'agroforesterie et la plantation de cultures arbustives de grande valeur, en vue de renforcer la résilience face au changement climatique.

69. Le PAM aidera les pouvoirs publics à coordonner la conception, la planification et la mise en œuvre de programmes de travaux publics répondant aux besoins des communautés. À cet effet, on appliquera les outils de l'approche à trois niveaux³² qui vise à renforcer l'aptitude des pouvoirs publics et des communautés à recenser les domaines d'intervention prioritaires et les types d'actifs susceptibles d'améliorer le pouvoir d'action des personnes vulnérables en renforçant leur résilience face aux catastrophes qui frappent le Lesotho. Les activités relatives à la création d'actifs, aux moyens d'existence et au changement climatique seront mises en œuvre dans les mêmes communautés pendant trois à cinq ans en vue de renforcer les capacités d'absorption ou d'adaptation de celles-ci en cas de crise. Le PAM veillera à ce que la participation soit équitable en encourageant les femmes, les adolescentes et les membres des groupes marginalisés à participer aux activités.

Activité 6: Fournir un appui technique aux petits exploitants et aux autres acteurs de la filière, en particulier les femmes, concernant l'agriculture intelligente face au climat, la qualité et la sécurité sanitaire des aliments, la commercialisation d'aliments nutritifs et les services financiers

70. Dans le cadre de ses activités d'appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants, le PAM collaborera avec la FAO, les services du Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire et des entités du secteur privé, au niveau national et au niveau du district, pour fournir un appui technique aux petits agriculteurs concernant l'agriculture intelligente face au climat. Les capacités des petits exploitants relatives à l'amélioration de la production vivrière, au regroupement, à l'entreposage et à la manipulation des produits ainsi qu'au contrôle de la qualité seront renforcées dans le but d'accroître les excédents commercialisables. Les organisations de femmes et les organisations de jeunes agriculteurs bénéficieront en priorité de la promotion des techniques permettant d'alléger la charge de travail et des formations destinées aux hommes et aux femmes, qui sensibilisent à la question de l'égalité entre les sexes. Cette activité est liée à l'activité 2 car elle vise à améliorer la qualité des produits vendus aux écoles et sur les marchés locaux.

3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait

71. Pendant la mise en œuvre du PSP, le PAM abandonnera la fourniture directe d'assistance alimentaire pour centrer ses efforts sur le renforcement des capacités du pays, les services de conseil sur les politiques et l'appui aux programmes nationaux gérés par les pouvoirs publics. La stratégie en matière de transition et de retrait consiste notamment à faire en sorte que les interventions du PSP soient mises en œuvre dans le cadre de programmes dont la responsabilité et le fonctionnement incombent aux autorités nationales. L'intégration des besoins et des vulnérabilités des femmes et des filles dans la conception, la mise en œuvre et le suivi des programmes permettra à celles-ci d'accéder à la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

³² Les trois niveaux sont l'analyse intégrée du contexte, la planification saisonnière fondée sur les moyens d'existence et la planification participative communautaire.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ (TOUTES LES ANNÉES)*						
Effet direct stratégique	Activité	Filles	Garçons	Femmes	Hommes	Total
1	1	118 000	36 000	74 000	55 000	283 000
2	2	120 600	119 400			240 000**
4	5			85 500	57 000	142 500
Total (cumulatif)		159 500	112 000	238 600	155 400	665 500
Total hors chevauchements		101 200	82 225	225 803	223 273	632 050

* Les termes filles et garçons désignent les bénéficiaires de moins de 18 ans.

** 180 000 écoliers du cycle primaire et 60 000 enfants des écoles maternelles. Le chiffre total diminuera chaque année conformément au plan de transfert des responsabilités.

72. Étant donné que le renforcement des capacités est intégré dans tous les effets directs stratégiques du PSP, l'assistance du PAM touchera un nombre important de bénéficiaires indirects qui tireront profit des éléments suivants: création d'actifs communautaires; critères de ciblage améliorés dans les programmes de travaux publics; capacité renforcée des pouvoirs publics à mettre en œuvre des activités relatives à la nutrition, à la gestion des risques de catastrophes et à l'alimentation scolaire; et politiques et institutions plus efficaces. Les institutions qui bénéficieront des actions de renforcement des capacités menées par le PAM sont notamment le Ministère de l'éducation et de la formation, le Ministère des forêts, des pâturages et de la valorisation du territoire, et le Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, l'autorité de gestion des catastrophes, les services météorologiques du Lesotho, des organisations de la société civile, des ONG, les entités publiques décentralisées, les autorités communautaires et les groupements et coopératives de femmes.

4.2 Transferts

Transferts de produits alimentaires et transferts de type monétaire

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour) PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ						
	Effet direct stratégique 1			Effet direct stratégique 2		Effet direct stratégique 4
	Activité 1			Activité 2		Activité 5
Type de bénéficiaires	Personnes vulnérables touchées par les crises	Enfants de moins de 5 ans	Filles et femmes enceintes ou allaitantes	Alimentation scolaire - enfants des écoles maternelles	Alimentation scolaire - enfants des écoles primaires	Participants aux activités Assistance alimentaire pour la création d'actifs
Modalité	Produits alimentaires/transferts de type monétaire	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Produits alimentaires	Transferts de type monétaire
Céréales	200				150	
Légumes secs	60				30	
Huile	20				10	
Sel					3	
Sucre					10	
SuperCereal			250			
SuperCereal Plus		200		60		
Micronutriments en poudre	-	-		-	-	-
Total kcal/jour	1 113	787	939	893	778	
% kcal d'origine protéique	11	17	16	12	10	
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)	0,52	-		-	-	0,52
Nombre de jours d'alimentation par an	270	270	270	180	180	360

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Produits alimentaires/ transfert de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Céréales	22 869	7 336 375
Légumes secs	5 654	2 605 674
Huile et matières grasses	1 885	1 969 407
Aliments composés et mélanges	6 208	6 537 235
Autres	1 046	531 229
Total (produits alimentaires)	37 662	18 979 920
Transferts de type monétaire		48 789 000
Total (valeur des produits alimentaires et des transferts de type monétaire)	37 662	67 768 920

73. Le PAM recourra à deux modalités, à savoir, le transfert de vivres en nature et le transfert de type monétaire, pour venir en aide aux bénéficiaires ciblés. Le choix de la modalité de transfert dans le cadre des activités 1 et 5 a reposé sur les résultats d'évaluations de marché conduites en 2016 et est cohérent avec la modalité employée dans le programme national de travaux publics. Le transfert de vivres en nature sera employé au titre de l'activité 2, en accord avec la politique nationale en matière d'alimentation scolaire. La ration destinée aux enfants des écoles maternelles comprendra du SuperCereal Plus en vue de contribuer à la réalisation des objectifs fixés en matière de nutrition. Dans les situations d'urgence, pour prévenir la malnutrition, du SuperCereal sera distribué aux filles et aux femmes enceintes ou allaitantes et du SuperCereal Plus aux enfants de 6 à 59 mois.
74. Le tableau 2 montre que 60 pour cent du montant total de la valeur des transferts prévus seront fournis aux bénéficiaires sous forme monétaire par des prestataires de services financiers sous contrat avec le PAM.

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

75. Les perspectives offertes par la coopération Sud-Sud seront étudiées comme un moyen de contribuer au renforcement des capacités aussi souvent que possible. Pour appuyer la création du secrétariat chargé de l'alimentation scolaire, on s'efforcera d'établir une coopération avec le Ghana, le Kenya et le Malawi afin de tirer des enseignements de leur expérience concernant les achats locaux dans le cadre de l'alimentation scolaire, la planification de la transition et le transfert des responsabilités aux pouvoirs publics. Afin d'appuyer les activités qu'il mène auprès des petits exploitants, le PAM fera appel au Centre mondial des connaissances et des opérations après récolte établi en Ouganda.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

76. Le PAM exploitera son savoir-faire relatif à la chaîne d'approvisionnement pour fournir un appui et un renforcement des capacités axés sur la demande tant aux pouvoirs publics qu'aux transporteurs et aux commerçants, afin que les problèmes de livraison sur les marchés éloignés puissent être surmontés. Le choix de la modalité de transfert reposera sur le rapport coût-efficacité et la faisabilité. Une évaluation au niveau macroéconomique des chaînes d'approvisionnement, qui prenne en compte la problématique femmes-hommes, sera utilisée pour éclairer les évaluations des marchés locaux. Les évaluations réalisées dans les zones ciblées permettront de comprendre le fonctionnement

des marchés et de déterminer leur capacité à satisfaire la demande supplémentaire suscitée par les transferts de type monétaire.

77. On recourra aux achats locaux et régionaux et au Mécanisme de gestion globale des vivres pour améliorer le rapport coût-efficacité de l'assistance en nature. Les produits nutritifs spécialisés et les autres produits qui ne peuvent pas être obtenus localement ou régionalement seront achetés sur le marché international.

4.4 Capacités du bureau de pays et profil du personnel

78. Une équipe technique spéciale dirigera chacune des six activités et en assumera la responsabilité. Les équipes seront appuyées par des unités intersectorielles qui assureront les services concernant la problématique femmes-hommes, le suivi et l'évaluation, la gestion financière, l'administration et les ressources humaines. Le PAM évaluera les besoins en capacités du personnel en vue de garantir une prestation plus efficace et efficiente des services. Grâce à l'utilisation judicieuse du savoir-faire technique existant, au renforcement des capacités du personnel et à l'augmentation des ressources, des effectifs rationalisés seront mis en place pour garantir l'efficacité de la prestation des services au profit des pouvoirs publics et des bénéficiaires.
79. Conformément à la stratégie du PAM relative à la santé du personnel, qui vise à promouvoir et à maintenir le bien-être physique, mental et social de l'ensemble des employés, le PAM mettra en place un environnement de travail sûr et sain. En accord avec sa politique en matière de sécurité et de santé sur les lieux de travail³³, le PAM élaborera et mettra en œuvre un système efficace de gestion de la sécurité et de la santé sur les lieux de travail qui fixe des normes et motive les employés en les sensibilisant à leurs responsabilités concernant la mise en œuvre et le fonctionnement du système.

4.5 Partenariats

80. Les partenariats seront déterminants pour l'obtention des quatre effets directs stratégiques du PSP. Le PAM promouvra les activités pluriannuelles en matière de préparation, relèvement et renforcement de la résilience, tout en recherchant les possibilités de programmation conjointe avec des partenaires. Il établira des partenariats dans le cadre de toutes ses activités, en veillant à ce que le souci de l'égalité de genre et la prise en compte particulière des besoins des jeunes et des personnes vivant avec un handicap soient intégrés.
81. Le PAM maintiendra ses relations avec le Gouvernement aux niveaux national et infranational, et il travaillera notamment avec le Bureau du Premier Ministre, le Bureau de coordination de l'alimentation et de la nutrition, l'autorité de gestion des catastrophes, les ministères de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, du genre, et du développement social, les services météorologiques, les services en charge des forêts et les autorités du niveau du district et du niveau local.
82. Sous les auspices du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement, le PAM poursuivra ses partenariats avec les organismes des Nations Unies et les autres partenaires du développement afin de mieux coordonner les interventions, d'éviter les chevauchements d'activités et d'obtenir des résultats à grande échelle au titre des quatre effets directs. Ses principaux partenaires sont la FAO, le FIDA, ONUSIDA, le PNUD, le FNUAP, l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la Santé.

³³ OED2015/003.

83. En réponse à l'intérêt manifesté par le secteur privé, le PAM fournira un appui aux petits exploitants dans des domaines tels que l'accès aux marchés et la réduction des pertes après récolte afin de promouvoir la commercialisation de l'agriculture.
84. Des partenariats spécifiques appuieront les domaines suivants:
- *Protection sociale.* Le PAM collabore avec le Ministère du développement social, l'autorité de gestion des catastrophes, l'UNICEF et la Banque mondiale pour renforcer les systèmes de ciblage des bénéficiaires, notamment dans le cadre des activités de travaux publics. En utilisant le programme national d'alimentation scolaire comme un point d'entrée, le PAM fera équipe avec la Banque mondiale, l'UNICEF et le ministère pour aider le Gouvernement à concevoir et mettre en œuvre des initiatives de protection sociale globales et réactives en cas de choc.
 - *Renforcement de la résilience.* Le PAM continuera à travailler avec le Ministère des forêts, des pâturages et de la valorisation du territoire à l'aménagement des bassins versants, en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et les possibilités de moyens d'existence à l'intention des ménages vulnérables. Le PAM et la FAO se penchent actuellement sur les perspectives de synergies entre leurs activités relatives au renforcement des systèmes alimentaires et à l'amélioration de la résilience face au changement climatique. Les connaissances spécialisées de la FAO concernant la gestion intégrée des bassins versants, l'agriculture de conservation, la création d'actifs pour la conservation de l'eau et le soutien des filières, sont susceptibles d'appuyer les activités relevant de l'effet direct stratégique 4.
 - *Sensibilisation.* Dans le cadre des activités qu'il mène au titre de l'effet direct stratégique 3, concernant le renforcement des capacités, la sensibilisation et l'information du grand public, le PAM collaborera avec le Bureau de coordination de l'alimentation et de la nutrition afin de promouvoir l'établissement de plateformes de planification, de mise en œuvre et de suivi des interventions relatives à la nutrition.
 - *Collecte de données factuelles.* La collecte de données factuelles étant déterminante pour le PSP à de nombreux égards, le PAM collaborera avec des universités et d'autres institutions afin de garantir la conduite d'évaluations rigoureuses permettant de juger de l'efficacité des programmes et de déterminer convenablement les ajustements à apporter. Il fera également réaliser des recherches, telles que l'analyse visant à combler le déficit en éléments nutritifs, pour éclairer les décisions relatives aux grandes orientations. Il travaillera avec des institutions de recherche et des établissements universitaires à la production d'éléments factuels ayant trait aux pertes après récolte.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

85. La gestion de la performance reposera sur le Cadre de résultats institutionnels du PAM et sera harmonisée avec la stratégie institutionnelle en matière de suivi. Le suivi des progrès contribuant à la réalisation des ODD et celui des indicateurs nationaux seront du ressort du Gouvernement qui bénéficiera de l'assistance du PAM autant que de besoin. Le plan de suivi définira les fréquences et les méthodes de collecte de données pour chaque indicateur figurant dans le cadre logique. Les indicateurs d'effets directs, de produits et de processus seront ventilés par sexe et par âge. Un processus de suivi et d'évaluation tenant compte de la problématique femmes-hommes appuiera le respect de l'obligation redditionnelle et la détermination des ajustements à apporter aux activités du PAM. Une attention particulière sera accordée à l'examen du rôle joué par les programmes s'agissant d'autonomiser les bénéficiaires et les autres parties prenantes et de les rendre acteurs des évolutions produisant des avantages durables. Le PAM établira un partenariat avec le Ministère du

genre dans le but d'assurer la prise en compte de la problématique femmes-hommes dans le processus de suivi et d'évaluation. Si nécessaire, les besoins des parties prenantes en matière de renforcement des capacités seront cartographiés en détail, conformément à l'approche adoptée par le PAM dans le domaine du renforcement des capacités des pays à l'échelle de l'ensemble de son portefeuille.

86. Les résultats intersectoriels seront suivis en vue de mesurer les progrès accomplis en matière d'égalité de genre, de protection et de respect de l'obligation redditionnelle, pendant la mise en œuvre. Dans le cadre des enquêtes de suivi, le PAM recourra aux entretiens menés avec des individus, des ménages et des communautés sur la base de questionnaires structurés et aux groupes de discussion thématiques. Dans toute la mesure possible, il développera l'utilisation des techniques de collecte de données en temps réel afin de permettre l'établissement des rapports au moment voulu. La réalisation des enquêtes de référence et la détermination des cibles relatives à tous les indicateurs d'effet direct seront effectuées au cours des trois premiers mois de la mise en œuvre du PSP.
87. La collecte, l'analyse et la visualisation des données supposeront l'emploi de techniques novatrices. Dans les situations d'urgence, le PAM renforcera les capacités de l'unité de suivi et d'évaluation de manière à ce que les compétences nécessaires soient disponibles pour la mise en place et la coordination des activités de suivi, notamment la collecte, l'analyse, la communication et la diffusion des données. Le PAM sensibilisera les ministères et les services publics à l'importance du suivi et de l'évaluation et il s'emploiera à renforcer leur aptitude à conduire ce type d'activités avant une situation d'urgence. Il collaborera avec l'université nationale du Lesotho et les opérateurs de réseaux concernant la collecte des données relatives au suivi au moyen de l'analyse et de la cartographie de la vulnérabilité par téléphonie mobile et d'autres technologies.
88. Les mécanismes de réclamation et de remontée de l'information seront développés pour faire en sorte que les bénéficiaires ciblés soient en mesure d'éclairer la conception et la mise en œuvre des activités. Par l'intermédiaire de son unité de suivi et d'évaluation, le bureau de pays du PAM veillera à ce que des directives et des listes de contrôle relatives au suivi des processus soient élaborées pour toutes les activités, en consultation avec les gestionnaires des activités et le personnel de terrain. Les bureaux de terrain et les partenaires du PAM, notamment les ministères, suivront une formation approfondie sur l'emploi de ces outils afin d'être en mesure de repérer toute lacune signalée dans les outils et d'en rendre compte pendant le suivi des processus.
89. Deux évaluations et un examen à mi-parcours sont prévus pendant la mise en œuvre du PSP. L'examen à mi-parcours sera demandé vers la fin de 2021. Une évaluation décentralisée des activités de renforcement de la résilience et des capacités nationales, notamment les activités menées par le PAM à l'appui de la mise en place de programmes de protection sociale réactifs en cas de choc, sera demandée en 2022. Elle permettra de générer tant des éléments factuels intéressants pour l'amélioration des approches de renforcement de la résilience adaptées à la situation, que des connaissances sur le rôle joué par le PAM en tant que catalyseur et rassembleur dans le cadre de ses activités de renforcement des capacités nationales et de l'appui qu'il apporte au Gouvernement pour la mise en place et la gestion d'un système de protection sociale réactif en cas de choc. Une évaluation centralisée du PSP sera demandée par le Bureau de l'évaluation vers le milieu de l'année 2023 afin d'éclairer l'élaboration d'un nouveau PSP. En application des recommandations figurant dans la synthèse de données factuelles issues d'évaluations du pays, des efforts seront faits pour faire en sorte que les évaluations mentionnées tiennent compte de la problématique femmes-hommes. Afin que les données provenant du suivi, des analyses, des examens et des évaluations soient effectivement utilisées pour éclairer les décisions pendant toute la durée de la mise en œuvre du PSP, le plan de suivi, d'examen

et d'évaluation prévoira l'établissement périodique de rapports résumant les résultats et permettant de tirer les enseignements à prendre en considération.

90. Les activités de suivi et d'évaluation seront en phase avec la stratégie régionale en la matière tout en répondant aux besoins du Gouvernement. Le PAM continuera à améliorer la capacité du Ministère de l'éducation et de la formation à suivre le programme national d'alimentation scolaire, et la capacité du Ministère des forêts, des pâturages et de la valorisation du territoire à suivre les activités de création d'actifs. Les informations générées par le suivi, les examens et les évaluations seront utilisées dans le rapport annuel par pays et les autres rapports destinés aux donateurs et seront communiquées aux pouvoirs publics dans le cadre de divers forums.

5.2 Gestion des risques

Risques stratégiques

91. La mise en œuvre des activités du PAM ayant trait à l'alimentation scolaire et au renforcement de la résilience sont susceptibles de souffrir d'une réduction des financements publics résultant de la rotation fréquente du personnel de l'administration ou des contraintes budgétaires imputables au montant élevé des dépenses salariales de l'administration et à la baisse des recettes provenant de l'Union douanière d'Afrique australe et de la base de taxation. Le bureau de pays renforcera sa relation avec le Gouvernement et plaidera pour la conduite conjointe d'activités de planification.
92. En tant que pays à revenu intermédiaire, le Lesotho a été confronté à une réduction brutale de l'attention et des ressources accordées par les donateurs, notamment en faveur des activités relatives à la résilience et à la nutrition. Le financement insuffisant des activités relatives à la résilience sera particulièrement néfaste pour la pérennité des activités du PAM concernant la création d'actifs. Le bureau de pays examinera les nouvelles possibilités de mobilisation de ressources et les nouveaux partenariats susceptibles d'y contribuer, y compris l'élaboration conjointe avec le Gouvernement d'une proposition destinée à être présentée au Fonds pour l'adaptation aux fins de l'obtention d'un financement pluriannuel. Le PAM concrétisera son plan d'action relatif aux partenariats, qui met l'accent sur la nécessité d'accroître la collaboration avec le secteur privé dans l'identification de nouvelles sources de financement, outre la conduite d'une action de sensibilisation auprès du Gouvernement pour garantir la stabilité du financement des programmes nationaux d'alimentation scolaire et de travaux publics.

Risques opérationnels

93. Les pouvoirs publics pourraient ne pas disposer de capacités suffisantes pour mettre en œuvre les actions prévues, notamment celles qui sont appuyées par le PAM et ont trait à l'alimentation scolaire et aux travaux publics, ni pour coordonner les interventions multisectorielles relatives à la nutrition. Le PAM travaillera à leurs côtés en vue de déterminer les lacunes de capacités et de concevoir et mettre en œuvre un plan de développement des capacités permettant de corriger ces lacunes; préconisera une planification conjointe avec le Gouvernement; et sensibilisera les hauts responsables à l'importance pour le pays de participer aux activités et d'en assumer intégralement la responsabilité.

Risques fiduciaires

94. Trois gouvernements de coalition se sont succédé au Lesotho depuis 2012, ce qui s'est traduit par des périodes d'instabilité politique fréquentes et peut potentiellement avoir des effets néfastes sur l'environnement de travail du PAM et de son personnel. Le bureau de pays se positionnera de façon à pouvoir assurer autant que possible la sûreté et la sécurité de l'environnement de travail, et ainsi atténuer les risques sécuritaires tout en menant à

bien les interventions. Les réformes nationales en cours et l'appui fourni par l'Organisation des Nations Unies sont susceptibles de réduire le risque d'instabilité politique nuisant aux activités du PAM. Le bureau de pays veillera à disposer de voies de communication solides avec le Gouvernement pour faire en sorte que, même en cas de modifications dans les rangs de celui-ci, les activités du PAM continuent à être comprises et appuyées. Le PAM conduira également des évaluations de la sécurité avec le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies afin de mesurer les incidences politiques et de faire en sorte que le PAM et son personnel ne courent aucun danger quel que soit le lieu où ils interviennent.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

Effet direct stratégique	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	Année 6	Total
	2019	2020	2021	2022	2023	2024	
1	18 126 350	14 838 531	-	19 078 779	15 190 949	-	67 234 609
2	3 747 160	6 977 485	6 224 564	4 260 221	2 963 769	866 276	25 039 475
3	693 031	1 037 286	642 204	429 351	679 483	609 057	4 090 412
4	1 457 005	3 019 808	3 151 211	2 769 333	2 483 557	1 503 537	14 384 452
Total	24 023 545	25 873 111	10 017 980	26 537 684	21 317 758	2 978 870	110 748 948

95. Le budget requis pour mettre en œuvre le PSP de juillet 2019 à juin 2024 s'élève à 110,7 millions de dollars. Il est calculé sur la base des besoins attendus et des perspectives de financement et repose sur la solidité et la régularité des relations établies avec les donateurs traditionnels et les nouveaux donateurs.

6.2 Perspectives de financement

96. Les ressources du PSP devraient être fournies principalement par le Gouvernement en ce qui concerne les effets directs stratégiques 2 et 3, et par les donateurs traditionnels en ce qui concerne les effets directs stratégiques 1 et 4. S'agissant des effets directs stratégiques centrés sur les causes profondes (effets directs stratégiques 2 et 3), les contributions prévues couvrent plus de 90 pour cent des besoins (voir le tableau 5). Entre 2013 et 2017, le PAM a reçu en moyenne 75 millions de dollars par an au titre des contributions en faveur des opérations menées au Lesotho, dont 20 millions de dollars (26 pour cent) de la part du Gouvernement. Celui-ci finance les opérations du PAM, en particulier le programme d'alimentation scolaire et les activités nutritionnelles, depuis 2010 et s'est engagé à continuer jusqu'en 2024. De plus, le bureau de pays est en passe d'obtenir une contribution de la part du Fonds pour l'adaptation, d'un montant total de 10 millions de dollars sur quatre ans.

TABLEAU 5: PERSPECTIVES DE FINANCEMENT (en dollars)				
Effet direct stratégique	Domaine d'action privilégié	Plan fondé sur les besoins du PSP	Perspectives de financement	% des besoins
1	Intervention face à une crise	67,23	14,58	22
2	Causes profondes	25,04	23,00	92
3	Causes profondes	4,09	3,95	97
4	Renforcement de la résilience	14,38	8,00	56
Total		110,74	49,53	45

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

97. Le rôle joué par le PAM tant sur le front humanitaire que sur celui du développement est reconnu par le Gouvernement et l'ensemble des partenaires du développement. Le PAM aura besoin d'un financement sur le long terme pour être en mesure de mettre en œuvre le PSP efficacement et devra donc chercher des sources de financement complémentaires afin d'alléger sa dépendance à l'égard des donateurs traditionnels. Pour mobiliser des ressources, le PAM s'adressera à la fois aux donateurs traditionnels et aux donateurs non traditionnels et il s'efforcera de se positionner comme un partenaire privilégié du Gouvernement s'agissant d'appuyer la réalisation des ODD grâce à l'amélioration des systèmes, à la participation à l'élaboration des politiques et au transfert de capacités.
98. Le PAM s'emploiera à établir des partenariats avec des entités du secteur privé et des institutions de financement internationales tout en exploitant les sources de financement nationales. Il collaborera avec d'autres acteurs du développement afin de tirer parti de leur savoir-faire technique novateur et de leurs modalités de mobilisation de ressources, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud. Le PAM rendra compte régulièrement des résultats des projets afin que les homologues gouvernementaux nationaux et les partenaires fournissant des ressources soient tenus informés des progrès accomplis et des effets directs obtenus dans le cadre de la mise en œuvre des projets. Des ressources financières adéquates seront allouées aux activités de promotion de l'égalité entre les sexes.

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LE LESOTHO (2019-2024)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation

Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture

Effet direct stratégique 1: Les personnes touchées par un choc au Lesotho sont en mesure de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels pendant les crises

Catégorie d'effet direct correspondante:

Tient compte de la nutrition

Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Domaine d'action privilégié: Intervention face à une crise

Hypothèses

Le Gouvernement déclare l'état d'urgence et lance un appel

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (pourcentage de ménages ayant recours à des stratégies de survie)

Activités et produits

1. Fournir une assistance alimentaire et de type monétaire aux populations touchées par une crise (Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à la nourriture)

Les ménages ciblés (niveau 2) bénéficient de meilleures connaissances concernant la nutrition, la santé, l'hygiène et d'autres pratiques de soins, qui contribuent à améliorer leur consommation alimentaire et leur état nutritionnel (E*: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements réalisées)

Les populations ciblées (niveau 1) bénéficient de transferts de type monétaire et/ou alimentaires, notamment d'aliments spécialisés, qui leur permettent de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels et favorisent un relèvement rapide. (A: Ressources transférées)

Les populations ciblées (niveau 1) bénéficient de transferts de type monétaire et/ou alimentaires, notamment d'aliments spécialisés, qui leur permettent de subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels essentiels et favorisent un relèvement rapide. (B: Aliments nutritifs fournis)

Effet direct stratégique 2: Les populations vulnérables du Lesotho bénéficient de systèmes de protection sociale renforcés qui garantissent l'accès à une nourriture suffisante, saine et nutritive toute l'année

Catégorie d'effet direct correspondante:

Tient compte de la nutrition

Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses

Le Gouvernement du Lesotho s'engage à prendre en charge l'alimentation scolaire dans les écoles maternelles

Le Gouvernement du Lesotho s'engagera dans la prise en charge et adoptera le processus de développement des capacités.

Indicateurs d'effet direct

Taux de fréquentation scolaire

Taux d'abandon

Indice des capacités de préparation aux situations d'urgence

Taux de scolarisation

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités (nouveau)

Capacité nationale de mener des programmes d'alimentation scolaire utilisant la méthode SABER (nouveau)

Activités et produits

3. Renforcer les capacités techniques des pouvoirs publics en matière d'alerte rapide, de suivi de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'évaluation et d'analyse de la vulnérabilité, grâce à l'adoption d'approches de financement fondées sur les prévisions (Analyse, suivi et évaluation)

Les populations vulnérables (niveau 3) tirent profit des capacités renforcées des pouvoirs publics et des partenaires en matière d'alerte rapide et de suivi et d'analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui aident les bénéficiaires à subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les populations vulnérables (niveau 3) tirent profit des capacités renforcées des pouvoirs publics et des partenaires en matière d'alerte rapide et de suivi et d'analyse de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, qui aident les bénéficiaires à subvenir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels (G: Liens avec des ressources financières et des services d'assurance facilités)

2. Aider les pouvoirs publics à planifier, concevoir, gérer et mettre en œuvre, sur la base d'éléments factuels, des programmes de protection sociale tenant compte de la problématique femmes-hommes, notamment en transférant la responsabilité du programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale (Repas scolaires)

Les garçons et les filles scolarisés dans les écoles maternelles et primaires et les communautés locales (niveau 3) tirent profit de la capacité renforcée des pouvoirs publics à gérer et à mettre en œuvre le programme d'alimentation scolaire utilisant la production locale et à en assurer pleinement la responsabilité, ce qui contribue à améliorer l'alimentation et l'état nutritionnel (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les garçons et les filles scolarisés dans les écoles maternelles et primaires (niveau 1) reçoivent un repas adéquat et nutritif chaque jour d'école afin de favoriser l'assiduité (A: Ressources transférées)

Les garçons et les filles scolarisés dans les écoles maternelles et primaires (niveau 1) reçoivent un repas adéquat et nutritif chaque jour d'école afin de favoriser l'assiduité (B: Aliments nutritifs fournis)

Les garçons et les filles scolarisés dans les écoles maternelles et primaires (niveau 1) reçoivent un repas adéquat et nutritif chaque jour d'école afin de favoriser l'assiduité (N*: Alimentation scolaire assurée)

Les garçons et les filles scolarisés dans les écoles maternelles et primaires, les enseignants et les aidants (niveau 1) participent à des séances de sensibilisation à la problématique femmes-hommes qui contribuent à renforcer l'accès équitable à une alimentation saine et nutritive (A: Ressources transférées)

Les populations ciblées (niveau 3) tirent profit de la capacité renforcée des pouvoirs publics à concevoir, mettre en œuvre et coordonner des programmes de protection sociale efficaces, équitables et réactifs en cas de choc, qui garantissent l'accès à la nourriture (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition

Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition

Effet direct stratégique 3: D'ici à 2024, l'état nutritionnel des populations vulnérables du Lesotho s'améliore à chaque stade de la vie, conformément aux objectifs nationaux

Catégorie d'effet direct correspondante: Renforcement de la capacité des services sociaux et du secteur public à recenser, cibler et aider les populations en situation de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses

Le bureau de pays attirera de nouveaux donateurs et des financements supplémentaires en faveur des programmes de nutritionnels

Indicateurs d'effet direct

Nombre de politiques, de programmes et de composantes de systèmes portant sur la sécurité alimentaire et la nutrition améliorés dans le pays grâce aux activités menées par le PAM en matière de renforcement des capacités (nouveau)

Activités et produits

4. Renforcer les capacités des pouvoirs publics et d'autres acteurs en matière de coordination multisectorielle, planification, collecte d'éléments factuels et mise en œuvre de politiques et programmes nutritionnels équitables (Renforcement des capacités institutionnelles)

Au Lesotho, les populations vulnérables sur le plan nutritionnel (niveau 3), notamment les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, les enfants de moins de 5 ans, les adolescents, les jeunes femmes, les jeunes hommes, et les personnes vivant avec le VIH et la tuberculose, tirent profit de la capacité renforcée des pouvoirs publics et d'autres acteurs à mettre en œuvre des programmes et des services qui contribuent à améliorer les résultats relatifs à la nutrition (I: Stratégies de participation à l'élaboration des politiques élaborées/mises en œuvre)

Au Lesotho, les populations vulnérables sur le plan nutritionnel (niveau 3), notamment les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, les enfants de moins de 5 ans, les adolescents, les jeunes, et les personnes vivant avec le VIH ou la tuberculose, tirent profit de la capacité renforcée des pouvoirs publics à coordonner des plateformes multisectorielles permettant d'améliorer les résultats relatifs à la nutrition (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Au Lesotho, les populations vulnérables sur le plan nutritionnel (niveau 3), notamment les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, les enfants de moins de 5 ans, les adolescents, les jeunes, et les personnes vivant avec le VIH ou la tuberculose, tirent profit de la capacité renforcée des pouvoirs publics à coordonner des plateformes multisectorielles permettant d'améliorer les résultats relatifs à la nutrition (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les populations ciblées (niveau 3) tirent profit du renforcement de la capacité des pouvoirs publics et d'autres acteurs à conduire des activités globales de communication visant à faire évoluer la société et les comportements et propres à transformer les relations entre les sexes pour mettre fin à toutes les formes de malnutrition (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Objectif stratégique 3: Assurer la sécurité alimentaire

Résultat stratégique 4: Les systèmes de production alimentaire sont durables

Effet direct stratégique 4: D'ici à 2024, les communautés résidant dans les zones ciblées, en particulier les femmes et les jeunes, bénéficient de systèmes alimentaires résilients, efficaces et inclusifs

Catégorie d'effet direct correspondante: Amélioration de l'adaptation des ménages et de leur résilience face aux chocs climatiques et autres	Tient compte de la nutrition
Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience	

Hypothèses

Les ménages et les communautés ciblées sont pleinement engagés et possèdent les actifs créés au-delà de l'aide alimentaire.

Indicateurs d'effet direct

Indice des stratégies de survie fondé sur la consommation (moyenne)

Capacité économique de subvenir aux besoins essentiels (nouveau)

Score de consommation alimentaire

Score de consommation alimentaire – nutrition

Part des dépenses consacrées à l'alimentation

Indice des stratégies de survie fondé sur les moyens d'existence (pourcentage de ménages ayant recours à des stratégies de survie)

Pourcentage de petits exploitants (hommes/femmes) vendant leur production par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base des moyens d'existence

Proportion de la population des communautés ciblées faisant état d'avantages sur le plan de l'environnement

Proportion de pertes après récolte des petits exploitants (nouveau)

Valeur et quantité des produits vendus avantageusement par les petits exploitants par l'intermédiaire de systèmes de regroupement de la production appuyés par le PAM

Activités et produits

6. Fournir un appui technique aux petits exploitants et aux autres acteurs de la filière, en particulier les femmes, concernant l'agriculture intelligente face au climat, la qualité et la sécurité sanitaire des aliments, la commercialisation d'aliments nutritifs et les services financiers (Appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants)

Au Lesotho, les communautés (niveau 3) tirent profit de chaînes d'approvisionnement et systèmes de vente au détail nationaux plus efficaces qui leur permettent d'accéder à des aliments sains et nutritifs (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les acteurs des filières alimentaires (niveau 2), y compris les commerçants locaux, les agents du secteur de la transformation et les acheteurs institutionnels, bénéficient d'un soutien qui leur permet d'améliorer l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement et d'accéder à des marchés structurés (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les acteurs des filières alimentaires (niveau 2), y compris les commerçants locaux, les agents du secteur de la transformation et les acheteurs institutionnels, bénéficient d'un soutien qui leur permet d'améliorer l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement et d'accéder à des marchés structurés (F: Achats effectués auprès de petits exploitants)

Les petits exploitants agricoles, notamment les femmes, les jeunes femmes et les jeunes hommes (niveau 3) résidant dans les zones ciblées tirent parti du renforcement des politiques, des systèmes, des capacités et des installations du pays, qui leur permet d'accéder plus facilement aux marchés formels (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

Les ménages ciblés (niveau 2) ont accès à des services d'information météorologiques et autres réguliers et personnalisés qui les sensibilisent aux meilleures pratiques agricoles, à l'adaptation au changement climatique, à la nutrition, aux soins de santé, à l'égalité entre les sexes et à la protection et contribuent à améliorer leur productivité et leur état nutritionnel (E*: Activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements exécutées)

Les ménages ciblés (niveau 2) ont accès à des services d'information météorologiques et autres réguliers et personnalisés qui les sensibilisent aux meilleures pratiques agricoles, à l'adaptation au changement climatique, à la nutrition, aux soins de santé, à l'égalité entre les sexes et à la protection et contribuent à améliorer leur productivité et leur état nutritionnel (G: Liens avec des ressources financières et des services d'assurance facilités)

5. Appuyer la conception et la mise en œuvre d'actifs à dimension nutritionnelle et contribuer à améliorer et à diversifier les moyens d'existence des communautés et des ménages vulnérables touchés par le changement climatique et la dégradation des terres (Création d'actifs et appui aux moyens d'existence)

Les ménages ciblés (niveau 1) participant aux travaux publics et à d'autres filets de sécurité fondés sur des activités productives tirent profit d'actifs à dimension nutritionnelle et contribuent à améliorer la sécurité alimentaire et la résilience face aux chocs et au changement climatique (D: Actifs créés)

En mode révision

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences

Résultats transversaux

C.1.1 Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2 Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité

Résultats transversaux

C.2.2: Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans rencontrer de problèmes de sécurité (nouveau)

C.2.3: Proportion de personnes ciblées indiquant que les programmes du PAM respectent leur dignité (nouveau)

C.2.4: Proportion de personnes ciblées ayant librement accès aux programmes du PAM (nouveau)

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM

Résultats transversaux

C.3.1 Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.2. Proportion de femmes parmi les membres des entités prenant les décisions concernant l'assistance alimentaire (comités, conseils, équipes, etc.)

C.3.3 Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

C.4. Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement

Résultats transversaux

C.4.1 Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS, PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (en dollars)					
	Résultat stratégique 1	Résultat stratégique 1	Résultat stratégique 2	Résultat stratégique 4	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	
Transferts	59 412 028	19 790 204	3 148 400	10 391 160	92 741 792
Mise en œuvre	936 731	1 968 290	337 217	1 903 814	5 146 053
Coûts d'appui directs ajustés	2 782 330	1 752 749	355 145	1 211 553	6 101 778
Total partiel	63 131 089	23 511 244	3 840 763	13 506 528	103 989 623
Coûts d'appui indirects (6,5 pour cent)	4 103 521	1 528 231	249 650	877 924	6 759 325
Total	67 234 609	25 039 475	4 090 412	14 384 452	110 748 948

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
ODD	objectif de développement durable
ONG	organisation non gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
PIB	produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSP	plan stratégique de pays
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance